

UN LIBRARY  
NATIONS UNIES DEC 2 1977  
ASSEMBLEE  
GENERALE  
UN/SA COLLECTION



Distr.  
GENERALE  
A/32/423  
13 décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 76 de l'ordre du jour

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES  
DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS  
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : M. Fuad M. AL-HINAI (Oman)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales : rapports du Secrétaire général" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 5 de sa résolution 3451 (XXX) du 9 décembre 1975.

2. A sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Troisième Commission.

3. La Commission a examiné cette question de sa 42ème à sa 44ème et de sa 49ème à sa 55ème séance, aux 62ème, 64ème et 65ème séances et de sa 67ème à sa 69ème séance, entre le 9 novembre et le 6 décembre. Les vues exprimées par les représentants des Etats Membres à ce sujet sont consignées dans les comptes rendus de ces séances (A/C.3/32/SR.42 à 44, 49 à 55, 62, 64, 65 et 67 à 69).

4. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général établi conformément au paragraphe 3 de la résolution 3451 (XXX) de l'Assemblée générale (A/32/178);

b) Rapport du Secrétaire général sur l'état des conventions internationales dans le domaine des droits de l'homme, établi conformément au paragraphe 4 de la résolution 3451 (XXX) de l'Assemblée générale (A/32/179);

c) Lettre datée du 15 mars 1977, adressée au Secrétaire général par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Egypte (A/32/61).

5. A la 42ème séance, le 9 novembre, le Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme a présenté la question.

## II. EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION

### A. Projet de résolution A/C.3/32/L.17

6. A la 54ème séance, le 22 novembre, la représentante de la Yougoslavie a présenté un projet de résolution (A/C.3/32/L.17) qui avait pour auteurs les pays suivants : Argentine, Cuba, Egypte, Inde, Iran, Irak, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Madagascar, Mali, Pakistan, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Yémen, Yougoslavie et Zambie auxquels se sont joints ultérieurement l'Angola, le Bangladesh, le Bénin, le Burundi, les Comores, l'Ethiopie, le Kenya, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République arabe syrienne et le Viet Nam. Par la suite, le Sénégal a annoncé qu'il se retirait de la liste des auteurs. Le projet de résolution était libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

Convaincue que le respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies par tous les Etats est fondamental pour la promotion et le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales, et pour la réalisation de la pleine dignité et de la valeur de la personne humaine,

Consciente qu'il est du devoir de tous les Etats Membres de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Convaincue qu'une telle coopération devrait être basée sur une profonde compréhension de la variété des problèmes existant dans les différentes sociétés et sur le plein respect des réalités économiques, sociales et culturelles de ces sociétés,

Ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Reconnaissant les progrès accomplis par la communauté internationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier dans la définition de normes au sein du système des Nations Unies,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'un grand nombre d'autres instruments internationaux importants dans le domaine des droits de l'homme,

Considérant que l'acceptation par les Etats Membres des obligations contenues dans ces instruments est un élément important pour la réalisation universelle et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Profondément convaincue que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont intimement liés et indivisibles,

Reconnaissant que la persistance de l'apartheid et de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, de l'agression et des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que le refus de reconnaître les droits fondamentaux de tous les peuples à l'autodétermination et de toute nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles constituent des situations qui par elles-mêmes sont et engendrent des violations massives et flagrantes de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales,

Gravement préoccupée par la persistance d'un ordre économique international injuste qui constitue un obstacle majeur à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en développement,

Considérant que l'approche du travail futur dans le domaine des droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir dûment compte de l'expérience et de la situation générale ainsi que des efforts faits par les pays en développement pour réaliser les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Considérant que le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait être marqué par une analyse globale des problèmes existant dans le domaine des droits de l'homme et par des efforts accrus afin de déterminer les solutions appropriées pour la promotion et la protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en tenant compte des expériences et des contributions de l'ensemble des pays, développés et en développement,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général à ce sujet 1/,

1. Décide que l'approche du travail futur sur les questions concernant les droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir compte des concepts suivants :

a) Tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants; une attention égale et une considération urgente devront être accordées à l'application tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels;

b) La jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le reconnaît la Proclamation de Téhéran (1968);

---

1/ A/10235; A/32/178, A/32/179.

c) En conséquence les questions relatives aux droits de l'homme devront être examinées de façon globale en tenant compte aussi bien du contexte d'ensemble des diverses réalités dans lequel elles s'inscrivent que de la nécessité de promouvoir la pleine dignité de la personne humaine et le développement de la société;

d) Dans cette réévaluation de l'approche des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, la communauté internationale devra accorder la priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme des peuples, telles que celles résultant de la persistance de l'apartheid et de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, de l'agression et des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que du refus de reconnaître les droits fondamentaux des peuples à l'autodétermination et de chaque nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles;

e) L'application du Nouvel Ordre économique international est un élément essentiel pour une promotion effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et une priorité doit également lui être accordée;

f) Il est d'une importance essentielle pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales que les Etats Membres s'engagent à des obligations spécifiques de par la ratification des instruments internationaux en ce domaine ou l'adhésion à ces instruments. En conséquence, l'activité de définition de normes dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et l'acceptation et l'application universelles d'instruments internationaux pertinents devraient être encouragées;

g) L'expérience et la contribution de l'ensemble des pays, développés et en développement, devront être prises en considération, par tous les organes du système des Nations Unies, dans leurs activités relatives aux droits de l'homme et libertés fondamentales;

## 2. Demande à la Commission des droits de l'homme :

a) De procéder à titre prioritaire, à sa trente-quatrième session, à l'analyse globale des autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la lumière des concepts établis dans la présente résolution;

b) De s'acquitter également du mandat établi dans la résolution 1992 (XL) du Conseil économique et social et dans sa décision 4 (XXXIII) à la lumière de la présente résolution;

c) De présenter à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session un rapport avec ses conclusions et recommandations sur le travail accompli en accord avec les alinéas a) et b) ci-dessus; et de soumettre un rapport préliminaire à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session;

3. Demande au Secrétaire général de transmettre la présente résolution à tous les organes du système des Nations Unies et à toutes les institutions spécialisées concernées;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session le point intitulé : 'Autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales'."

7. A la 55ème séance, le 23 novembre, la représentante du Maroc a présenté des amendements (A/C.3/32/L.33) au projet de résolution. Les amendements consistaient :

a) Au préambule, à insérer le texte suivant entre le 7ème et le 8ème alinéa :

"Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si les conditions permettent à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels aussi bien que de ses droits civils et politiques sont créées,".

b) Au 10ème alinéa du préambule, à ajouter après les mots "obstacle majeur" les mots "à la pleine réalisation".

c) Au 12ème alinéa du préambule, à ajouter après les mots "libertés fondamentales" les mots "des individus".

d) A l'alinéa a) du paragraphe 1 du dispositif, à remplacer les mots "une considération urgente devront être accordées" par le texte suivant :

"à la réalisation, la promotion et la protection tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels pour tous sans distinction aucune basée sur la race, le sexe, la couleur, la langue ou la religion".

e) A l'alinéa b) du paragraphe 1 du dispositif, à ajouter après "la jouissance" le mot "effective".

f) A l'alinéa c) du paragraphe 1 du dispositif, à ajouter après les mots "en conséquence, les questions relatives" les mots "à la promotion et à la protection des droits de l'homme des individus", et à insérer les mots "et le bien-être" entre le mot "développement" et l'expression "de la société".

g) A l'alinéa d) du paragraphe 1 du dispositif, à remplacer les mots "la priorité" par les mots "une certaine priorité".

h) A remplacer l'alinéa e) du paragraphe 1 du dispositif par ce qui suit :

"Bien que chaque gouvernement a le rôle primordial et la responsabilité ultime d'assurer le progrès social et le bien-être de la population, l'application du nouvel ordre économique est de nature à faciliter une promotion effective des droits notamment économiques, sociaux et culturels des individus et une priorité doit également lui être accordée."

i) A l'alinéa g) du paragraphe 1 du dispositif, à ajouter après les mots "dans leurs activités relatives" "à la protection et à la promotion des droits de l'homme pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

8. A la 67ème séance, le 5 décembre, la représentante de la Yougoslavie a présenté un projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.17/Rev.1) qui avait pour auteurs les pays suivants : Angola, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bulgarie, Burundi, Comores, Cuba, Egypte, Ethiopie, Finlande, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Madagascar, Mali, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Suède, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie et Zambie, auxquels se sont joints ultérieurement la Guinée, la Guinée équatoriale et le Yémen démocratique. Le projet de résolution révisé se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Convaincue que l'obligation de tous les Etats de respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies est fondamentale pour la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et pour la réalisation de la pleine dignité et de la valeur de la personne humaine,

Consciente qu'il est du devoir des Nations Unies et de tous les Etats Membres de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Convaincue qu'une telle coopération devrait être basée sur une profonde compréhension de la variété des problèmes existant dans les différentes sociétés et sur le plein respect des réalités économiques, sociales et culturelles de ces sociétés,

Ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Reconnaissant les progrès accomplis par la communauté internationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier dans la définition de normes au sein du système des Nations Unies,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'un grand nombre d'autres instruments internationaux importants dans le domaine des droits de l'homme,

Considérant que l'acceptation par les Etats Membres des obligations contenues dans ces instruments est un élément important pour la réalisation universelle et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

/...

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux, et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques sont créées,

Profondément convaincue que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont intimement liés et indivisibles,

Reconnaissant que l'apartheid, toutes les formes de discrimination raciale, le colonialisme, la domination et l'occupation étrangères, l'agression et les menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que le refus de reconnaître les droits fondamentaux de tous les peuples à l'autodétermination et de toute nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles constituent des situations qui par elles-mêmes sont et engendrent des violations massives et flagrantes de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, des peuples aussi bien que des individus,

Gravement préoccupée par la persistance d'un ordre économique international injuste qui constitue un obstacle majeur à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en développement,

Considérant que l'approche du travail futur dans le domaine des droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir dûment compte des expériences et de la situation générale ainsi que des efforts faits par les pays en développement pour réaliser les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Considérant que le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait être marqué par une analyse globale des problèmes existant dans le domaine des droits de l'homme et par des efforts accrus afin de déterminer les solutions appropriées pour la promotion et la protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en tenant compte des expériences et des contributions de l'ensemble des pays, développés et en développement,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général à ce sujet,

1. Décide que l'approche du travail futur sur les questions concernant les droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir compte des concepts suivants :

a) Tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants; une attention égale et une considération urgente devront être accordées à la réalisation, la promotion et la protection tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels;



b) '... la jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels. Les progrès durables dans la voie de l'application des droits de l'homme supposent une politique nationale et internationale rationnelle et efficace de développement économique et social', ainsi que le reconnaît la Proclamation de Téhéran (1968);

c) Tous les droits de l'homme et libertés fondamentales de la personne humaine et des peuples sont inaliénables;

d) En conséquence, les questions relatives aux droits de l'homme devront être examinées de façon globale en tenant compte aussi bien du contexte d'ensemble des diverses réalités dans lequel elles s'inscrivent que de la nécessité de promouvoir la pleine dignité de la personne humaine et le développement et le bien-être de la société;

e) Dans l'approche des questions des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, la communauté internationale devra accorder ou continuer d'accorder une priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme des peuples et des personnes affectées par des situations telles que celles résultant de l'apartheid, de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, de l'agression et des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que du refus de reconnaître les droits fondamentaux des peuples à l'auto-détermination et de chaque nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles;

f) La réalisation du Nouvel Ordre Economique International est un élément essentiel pour une promotion effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et une priorité doit également lui être accordée;

g) Il est d'une importance essentielle pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales que les Etats Membres s'engagent à des obligations spécifiques de par la ratification des instruments internationaux en ce domaine ou l'adhésion à ces instruments. En conséquence, l'activité de définition de normes dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et l'acceptation et l'application universelles d'instruments internationaux pertinents devraient être encouragées;

h) L'expérience et la contribution de l'ensemble des pays, développés et en développement, devront être prises en considération, par tous les organes du système des Nations Unies, dans leurs activités relatives aux droits de l'homme et libertés fondamentales;

2. Demande à la Commission des droits de l'homme :

a) De procéder à titre prioritaire, à sa trente-quatrième session, à l'analyse globale des autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la lumière des concepts établis dans la présente résolution;

b) De s'acquitter également du mandat établi dans la résolution 1992 (LX) du Conseil économique et social et dans sa décision 4 (XXXIII) à la lumière de la présente résolution;

c) De présenter à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session un rapport avec ses conclusions et recommandations sur le travail accompli en accord avec les alinéas a) et b) ci-dessus; et de soumettre un rapport préliminaire à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session;

3. Demande au Secrétaire général de transmettre la présente résolution à tous les organes du système des Nations Unies et à toutes les institutions spécialisées concernées;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session le point intitulé : 'Autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales'."

9. A la même séance, la représentante du Maroc a retiré les amendements figurant aux alinéas a), e) f) et g) du paragraphe 7 ci-dessus. Vu les changements apportés à l'ordre des paragraphes dans le projet de résolution révisé, la représentante du Maroc a annoncé certains changements qui en découlaient pour les amendements qu'elle n'avait pas retirés (voir ci-dessus alinéas b), c), d), h) et i) du paragraphe 7).

10. A la 68ème séance, le 5 décembre, la Commission a voté sur le projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.17/Rev.1) et sur les amendements s'y rapportant (A/C.3/32/L.33). Les résultats du vote ont été les suivants :

a) Le deuxième amendement (voir ci-dessus alinéa b) du paragraphe 7) a été rejeté par 63 voix contre 48, avec 24 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Guatemala, Haute-Volta, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Souaziland, Surinam, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre 2/.

Ont voté contre : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Comores, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Bahamas, Barbade, Birmanie, Côte d'Ivoire, Empire centrafricain, Gambie, Grèce, Grenade, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Malawi, Népal, Niger, Oman, Portugal, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Sierra Leone, Tchad, Thaïlande, Tunisie.

---

2/ La représentante du Gabon a indiqué par la suite que sa délégation avait eu pour intention de voter pour le deuxième amendement.

b) Le troisième amendement (voir ci-dessus, alinéa c) du paragraphe 7) a été rejeté par 63 voix contre 54, avec 20 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Haute-Volta, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Malawi, Maroc, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Souaziland, Surinam, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Ont voté contre : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Comores, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Bahamas, Barbade, Birmanie, Congo, Empire centrafricain, Grèce, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Népal, Niger, Oman, Portugal, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Tchad, Thaïlande, Tunisie.

c) Le quatrième amendement (voir ci-dessus, alinéa d) du paragraphe 7) a été rejeté par 63 voix contre 49, avec 23 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Ghana, Guatemala, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Malawi, Maroc, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Souaziland, Surinam, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Ont voté contre : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Comores, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Bahamas, Barbade, Birmanie, Congo, Empire centrafricain, Gambie, Grèce, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Népal, Niger, Oman, Portugal, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Sierra Leone, Tchad, Thaïlande.

d) Le huitième amendement (voir ci-dessus, alinéa h) du paragraphe 7) a été rejeté par 65 voix contre 44, avec 25 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, France, Gabon, Ghana, Guatemala, Haute-Volta, Irlande, Islande, Israël, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Souaziland, Surinam, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Ont voté contre : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Comores, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Bahamas, Barbade, Birmanie, Empire centrafricain, Etats-Unis d'Amérique, Gambie, Grèce, Grenade, Haïti, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Japon, Malaisie, Malawi, Népal, Oman, Portugal, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Sierra Leone, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

e) Le neuvième amendement (voir ci-dessus alinéa i) du paragraphe 7) a été rejeté par 64 voix contre 51, avec 22 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Haute-Volta, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Malawi, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Souaziland, Surinam, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Ont voté contre : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Comores, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Maldives, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Bahamas, Barbade, Birmanie, Empire centrafricain, Grèce, Grenade, Haïti, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Népal, Niger, Oman, Portugal, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Sierra Leone, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

f) Le projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.17/Rev.1) a été adopté par 126 voix contre zéro, avec 11 abstentions (voir ci-après par. 24). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Islande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République Dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Souaziland, Soudan, Sri Lanka, Suède, Surinam, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

B. Projet de résolution A/C.3/32/L.25

11. La Commission était saisie d'un projet de résolution (A/C.3/32/L.25) qui avait pour auteurs les pays suivants : Bolivie, Botswana, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Gambie, Honduras, Irlande, Italie, Lesotho, Norvège, Panama, Pays-Bas, Sénégal et Venezuela. Le Botswana a, par la suite, retiré son nom de la liste des auteurs. Le projet de résolution était ainsi conçu :

"L'Assemblée générale,

Rappelant qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue d'instaurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Tenant compte de l'entrée en vigueur de plusieurs instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme dont l'application a nécessité l'institution de nouvelles procédures et de nouveaux comités ou autres organes,

Rappelant qu'un travail important est accompli dans le domaine des droits de l'homme par un certain nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes et organes des Nations Unies,

Notant l'importance du rôle que joue le Secrétaire général en offrant ses bons offices et en fournissant d'autres types d'assistance et de services à la demande d'Etats et d'organes de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant qu'il est nécessaire d'utiliser pleinement et plus efficacement toutes les ressources des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et qu'il est nécessaire également de faciliter la coopération entre les Etats Membres aux fins de l'exécution des engagements qu'ils ont pris aux termes de la Charte en ce qui concerne les droits de l'homme,

Convaincue qu'il pourrait être très utile que ces fonctions soient regroupées et qu'elles soient remplies par une entité permanente ayant les moyens de promouvoir et de coordonner les activités relatives aux droits de l'homme menées dans le cadre du système des Nations Unies et de jouer un rôle consultatif, dispensant conseils et assistance en matière de droits de l'homme aux Etats qui en feraient expressément la demande,

Ayant examiné la recommandation contenue dans la résolution 1237 (LXII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967,

1. Décide de créer, sous l'autorité du Secrétaire général, un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; le Haut Commissaire possédera le degré d'indépendance, le prestige et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement discret et impartial de ses fonctions;

/...



2. Décide que le Haut Commissaire agira dans le cadre de la Charte des Nations Unies afin :

a) De promouvoir et de renforcer la compréhension et le respect universels et effectifs des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de religion, de sexe ou de langue, comme stipulé dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier :

- i) De considérer comme des problèmes justifiant des préoccupations et une attention spéciales les violations massives des droits de l'homme comme celles que constituent l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger;
- ii) D'accorder une attention spéciale au fait qu'il importe au plus haut point d'assurer à tous les individus la jouissance effective de leurs droits civils et politiques, de leurs droits économiques, sociaux et culturels et des autres droits reconnus par la Charte des Nations Unies et par l'Assemblée générale, compte tenu de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;
- iii) De s'employer activement à faire comprendre les droits fondamentaux de l'homme qui sont inhérents à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ainsi que la nécessité de rattacher le concept traditionnel de droits de l'homme au droit de tous les individus à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux;

b) De fournir une assistance et des services, y compris ses bons offices à tout Etat qui lui en fera expressément la demande; le Haut Commissaire pourra présenter un rapport concernant cette assistance et ces services, ainsi que leurs résultats, avec l'assentiment de l'Etat ou des Etats intéressés;

c) D'entretenir d'étroites relations avec le Secrétaire général et tous les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales s'occupant des droits de l'homme, et de fournir des avis et une assistance propres à assurer la coordination de leurs activités dans le domaine des droits de l'homme;

d) De rendre compte chaque année à l'Assemblée générale de ses activités et de l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme;

3. Souligne que le Haut Commissaire devra exercer ses fonctions en stricte conformité des dispositions de la Charte des Nations Unies, et que les pouvoirs conférés au Haut Commissaire par la présente résolution s'entendent sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organes déjà créés ou qui pourraient être créés pour la promotion ou la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ils ne doivent pas en entraver l'exercice;

4. Insiste sur le fait que, dans l'accomplissement de sa tâche, le Haut Commissaire devra accorder la plus grande attention à la situation économique et sociale et aux valeurs culturelles et religieuses des différents pays;

5. Prie le Secrétaire général de tenir le Haut Commissaire au courant des travaux de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées s'occupant des droits de l'homme, y compris la lutte contre le colonialisme, l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger, et de lui fournir les facilités et informations nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

6. Décide que :

a) Le Haut Commissaire sera nommé par le Secrétaire général pour une période de cinq ans, cette nomination étant confirmée par l'Assemblée générale, et que ses émoluments ne seront pas inférieurs à ceux d'un secrétaire général adjoint;

b) Les émoluments du Haut Commissaire seront imputés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa trente-troisième session des propositions concrètes concernant l'organisation du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, compte tenu de la nécessité d'utiliser pleinement les ressources existantes;

8. Décide de procéder, à sa trente-huitième session, à une étude d'ensemble de la question du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à la lumière des activités entreprises et des résultats obtenus par le Haut Commissaire."

12. A la 50ème séance, le 17 novembre, le représentant de l'Italie a présenté un projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.25/Rev.1) qui avait pour auteurs les pays suivants : Bolivie, Colombie, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Espagne, Gambie, Honduras, Irlande, Italie, Lesotho, Norvège, Panama, Pays-Bas, Sénégal, Surinam

et Venezuela, auxquels se sont joints par la suite l'Australie, le Canada, la Finlande, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède. Le projet de résolution révisé était libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue d'instaurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Tenant compte de l'entrée en vigueur de plusieurs instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme dont l'application a nécessité l'institution de nouvelles procédures et de nouveaux comités ou autres organes,

Rappelant qu'un travail important est accompli dans le domaine des droits de l'homme par un certain nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes et organes des Nations Unies,

Notant l'importance du rôle que joue le Secrétaire général en offrant ses bons offices et en fournissant d'autres types d'assistance et de services à la demande d'Etats et d'organes de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant qu'il est nécessaire d'utiliser pleinement et plus efficacement toutes les ressources des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et qu'il est nécessaire également de faciliter la coopération entre les Etats Membres aux fins de l'exécution des engagements qu'ils ont pris aux termes de la Charte en ce qui concerne les droits de l'homme,

Convaincue qu'il pourrait être très utile que ces fonctions soient regroupées et qu'elles soient remplies par une entité permanente ayant les moyens de promouvoir et de coordonner les activités relatives aux droits de l'homme menées dans le cadre du système des Nations Unies et de jouer un rôle consultatif, dispensant conseils et assistance en matière de droits de l'homme aux Etats qui en feraient expressément la demande,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail chargé d'étudier la proposition de création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, publié le 30 décembre 1966 sous la cote E/CN.4/AC.21/L.1, et la recommandation contenue dans la résolution 1237 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967,

1. Décide de créer, sous l'autorité du Secrétaire général, un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; le Haut Commissaire possédera le degré d'indépendance, le prestige et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement discret et impartial de ses fonctions;

2. Décide que le Haut Commissaire agira dans le cadre de la Charte des Nations Unies afin :

a) De promouvoir et de renforcer la compréhension et le respect universels et effectifs des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de religion, de sexe ou de langue, comme stipulé dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier :

i) De considérer comme des problèmes justifiant des préoccupations et une attention spéciale les violations massives des droits de l'homme comme celles que constituent l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger;

ii) D'accorder une attention spéciale au fait qu'il importe au plus haut point d'assurer à tous les individus la jouissance effective de leurs droits civils et politiques, de leurs droits économiques, sociaux et culturels et des autres droits reconnus par la Charte des Nations Unies et par l'Assemblée générale, compte tenu de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;

iii) De s'employer activement à faire comprendre les droits fondamentaux de l'homme qui sont inhérents à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ainsi que la nécessité de rattacher le concept traditionnel de droits de l'homme au droit de tous les individus à la satisfaction de leurs besoins économiques, sociaux et culturels;

b) De fournir une assistance et des services, y compris ses bons offices, à tout Etat qui lui en fera expressément la demande; le Haut Commissaire pourra présenter un rapport concernant cette assistance et ces services, ainsi que leurs résultats, avec l'assentiment de l'Etat intéressé;

c) D'entretenir d'étroites relations avec le Secrétaire général et tous les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales s'occupant des droits de l'homme, et de fournir des avis et une assistance propres à assurer la coordination de leurs activités dans le domaine des droits de l'homme;

d) De rendre compte chaque année à l'Assemblée générale de ses activités et de l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme;

3. Souligne que le Haut Commissaire devra exercer ses fonctions en stricte conformité des dispositions de la Charte des Nations Unies, et que les pouvoirs conférés au Haut Commissaire par la présente résolution s'entendent sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organes déjà créés ou qui pourraient être créés pour la promotion ou la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment les organes du système des Nations Unies investis d'un mandat spécifique et ayant compétence dans les domaines énumérés à la section i) de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la présente résolution, et ils ne doivent pas en entraver l'exercice;

4. Insiste sur le fait que, dans l'accomplissement de sa tâche, le Haut Commissaire devra accorder la plus grande attention à la situation économique et sociale et aux valeurs culturelles et religieuses des différents pays;

5. Prie le Haut Commissaire de rester en contact étroit avec le Secrétaire général afin d'être au courant des travaux de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées s'occupant des droits de l'homme, y compris la lutte contre le colonialisme, l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger, et de disposer des facilités et informations nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

6. Décide que :

a) Le Haut Commissaire sera nommé par le Secrétaire général pour une période de cinq ans, cette nomination étant confirmée par l'Assemblée générale, et que ses émoluments ne seront pas inférieurs à ceux d'un secrétaire général adjoint;

b) Les émoluments du Haut Commissaire seront imputés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa trente-troisième session des propositions concrètes concernant l'organisation du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, compte tenu de la nécessité d'utiliser pleinement les ressources existantes;

8. Décide de procéder, à sa trente-huitième session, à une étude d'ensemble de la question du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à la lumière des activités entreprises et des résultats obtenus par le Haut Commissaire."

13. A la 67ème séance, le 5 décembre, un état des incidences administratives et financières du projet de résolution A/C.3/32/L.25/Rev.1 (A/C.3/32/L.34) a été présenté par le Secrétaire général.

14. Les amendements suivants ont été proposés au projet de résolution révisé :

a) A la 55ème séance, le 23 novembre, le représentant de la République démocratique allemande a présenté, au nom de Madagascar et de la République démocratique allemande, des amendements (A/C.3/32/L.35) au projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.25/Rev.1), qui consistaient :

i) A remplacer le paragraphe 1 du dispositif par :

"1. Décide de différer la création d'un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme jusqu'à ce que l'on soit parvenu à un consensus."

ii) A remplacer le paragraphe 2 du dispositif par :

"2. Décide que le Haut Commissaire, si le Haut Commissariat est créé, agira dans le cadre de la Charte des Nations Unies et conformément à un mandat convenu par consensus à l'Assemblée générale afin :"

iii) A remplacer le paragraphe 6 du dispositif par :

"6. Prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec les groupes régionaux pour déterminer s'il est possible d'arriver à un consensus sur la création d'un Haut Commissariat aux droits de l'homme ou de quelque autre mécanisme destiné à renforcer les activités consacrées aux droits de l'homme dans le système des Nations Unies, et de présenter un rapport à la Commission des droits de l'homme lors de sa trente-quatrième session."

iv) A supprimer les paragraphes 7 et 8 du dispositif.

b) Un texte révisé de ces amendements (A/C.3/32/L.35/Rev.1), présenté par les mêmes auteurs, visait à :

i) Remplacer le paragraphe 1 du dispositif par :

"Décide de différer l'examen de la création d'un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme jusqu'à ce que la possibilité d'un accord général entre les Etats Membres ait été établie";

ii) Supprimer le paragraphe 2 du dispositif;

- iii) Remplacer le paragraphe 6 du dispositif par :

"Prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec les groupes régionaux pour déterminer s'il est possible d'arriver à un accord général sur la création d'un Haut Commissariat aux droits de l'homme ou de quelque autre mécanisme destiné à renforcer les activités consacrées aux droits de l'homme dans le système des Nations Unies, et de présenter un rapport à la Commission des droits de l'homme lors de sa trente-quatrième session";

- iv) Supprimer les paragraphes 7 et 8 du dispositif.

c) Des amendements ont été présentés sous la cote A/C.3/32/L.36 par les pays suivants : Angola, Bénin, Bulgarie, Burundi, Mongolie et République socialiste soviétique d'Ukraine. Ils consistaient :

- i) Au sixième alinéa du préambule, à supprimer les mots "jouer un rôle consultatif" et à remplacer le mot "dispensant" par "dispenser";
- ii) A ajouter après le septième alinéa le nouvel alinéa suivant :

"Rappelant la résolution 1995 (LX) du Conseil économique et social, en date du 14 mai 1976, dans laquelle le Conseil s'est félicité de la contribution de la Commission des droits de l'homme à la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,";

- iii) A remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant :

"Constate que la Commission des droits de l'homme possède le prestige et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;"

- iv) A remplacer le début du paragraphe 2 du dispositif par le texte suivant :

"2. Prie la Commission d'agir dans le cadre de la Charte des Nations Unies afin...";

- v) A remplacer la première phrase de l'alinéa b) du paragraphe 2 du dispositif par le texte suivant :

"Prie le Secrétaire général de continuer de fournir des services consultatifs et de les renforcer, conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale;"

et à supprimer la phrase qui suit le point-virgule;

- vi) A l'alinéa c) du paragraphe 2 du dispositif, à supprimer les mots "le Secrétaire général et" et le membre de phrase "et de fournir des avis et une assistance propres à assurer la coordination de leurs activités dans le domaine des droits de l'homme";

/...

- vii) A l'alinéa d) du paragraphe 2 du dispositif, à remplacer les mots "à l'Assemblée générale" par "au Conseil économique et social";
- viii) Au paragraphe 3 du dispositif, à remplacer les mots "Haut Commissaire" par "Commission", l'article qui précède étant accordé en conséquence;
- ix) Au paragraphe 4 du dispositif, à remplacer les mots "le Haut Commissaire" par "la Commission";
- x) A remplacer le début du paragraphe 5 du dispositif par le texte suivant :  
  
"Prie le Secrétaire général de tenir la Commission informée des travaux..."; supprimer les mots "et de disposer des facilités et informations nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions";
- xi) A supprimer les paragraphes 6, 7 et 8 du dispositif.

d) Les mêmes auteurs ont présenté par la suite un texte révisé de ces amendements (A/C.3/32/L.36/Rev.1) au projet de résolution A/C.3/32/L.25/Rev.1. Ce texte ne comportait, par rapport aux amendements initiaux (A/C.3/32/L.36), que deux changements, dont l'un avait trait au cinquième amendement (voir ci-dessus, sous-alinéa v) de l'alinéa c) du paragraphe 14) et dont l'autre consistait à l'adjonction d'un douzième amendement. Le cinquième amendement révisé consistait :

- v) A supprimer l'alinéa b) du paragraphe 2;

L'amendement révisé supplémentaire, sous la forme d'un nouveau sous-alinéa xii), consistait :

- xii) A ajouter au dispositif le nouveau paragraphe suivant :

"6. Prie le Secrétaire général de continuer de fournir des services consultatifs et de les renforcer conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale."

e) A la 68ème séance, le 5 décembre, le représentant de l'Arabie Saoudite a présenté oralement deux amendements au projet de résolution A/C.3/32/L.25/Rev.1, qui consistaient :

- i) Au paragraphe 1 du dispositif, à ajouter le membre de phrase suivant après le mot "fonctions" :

"compte tenu du fait qu'outre toutes ces éminentes qualités, le Haut Commissaire fera tout son possible pour ne pas se laisser influencer par toute campagne qui pourrait être lancée par un Etat ou par ses organes d'information pour entacher la réputation d'un autre Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies";



- ii) Au paragraphe 4 du dispositif, à ajouter le texte suivant après le mot "pays" à la dernière ligne du paragraphe :

"compte tenu du fait que, lorsqu'il s'acquittera de ses fonctions, le Haut Commissaire s'abstiendra de recourir à des mesures pouvant compromettre le développement de relations amicales entre les Etats et qu'il devra respecter scrupuleusement les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies qui déclare 'Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte'."

15. A la même séance, les auteurs du projet de résolution révisé (A/C.3/32/L.25/Rev.1) ont accepté le premier amendement présenté par l'Arabie Saoudite /voir ci-dessus le sous-alinéa c) de l'alinéa i) du paragraphe 14/.

16. A la même séance, le représentant de Cuba a présenté un projet de décision libellé comme suit :

"La Commission décide de ne pas voter sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/32/L.25/Rev.1, étant entendu que ce projet de résolution et tous les documents qui lui sont reliés, dont la Troisième Commission a été saisie au cours de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, ainsi que les opinions émises au cours du débat sur ce projet, seront transmis à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les examine lors de sa trente-quatrième session, dans le cadre de l'analyse d'ensemble qu'elle devrait consacrer à la question des autres méthodes et moyens qui s'offrent pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

17. A la 68ème séance, la Commission a adopté la proposition de Cuba visée au paragraphe 16 ci-dessus par 62 voix contre 49, avec 21 abstentions (voir ci-après par. 23). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Comores, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Ethiopie, Fidji, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Oman, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

/...

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australe, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Ghana, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malawi, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Souaziland, Suède, Surinam, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Se sont abstenus : Afghanistan, Barbade, Birmanie, Chypre, Equateur, Grèce, Haute-Volta, Inde, Iran, Jordanie, Liban, Mexique, Népal, Nigéria, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Singapour, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie.

C. Projet de résolution A/C.3/32/L.28

18. A la 49ème séance, le 16 novembre, le représentant de la Belgique a présenté un projet de résolution (A/C.3/32/L.28) qui avait pour auteurs l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, le Rwanda et le Sénégal, auxquels s'est joint ultérieurement le Luxembourg. Le projet de résolution se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social instituant les procédures à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en particulier, l'article 6 de cette résolution qui prévoit notamment la constitution d'un comité spécial chargé d'enquêter sur une situation qui semble révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme,

Reconnaissant qu'il est indispensable de réaliser des progrès substantiels sur la voie d'une meilleure garantie de l'inviolabilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Constate que de tels progrès seraient réalisés si les Etats acceptaient volontairement la mise en oeuvre d'une enquête prescrite par la Commission des droits de l'homme en vertu de la résolution 1503 (XLVIII), y compris l'accès sur leur territoire du comité spécial désigné par la Commission pour effectuer cette enquête;

2. Prie les Etats de renoncer volontairement au droit que leur confère la résolution 1503 (XLVIII) et en particulier son article 6, de refuser la mise en oeuvre de pareille enquête et l'accès sur leur territoire du comité spécial tel que constitué par la Commission des droits de l'homme, et de communiquer à cet effet leur déclaration d'intention au Secrétaire général;

3. Prie le Secrétaire général de consigner le nom des Etats qui lui auront fait cette communication, dans un rapport qu'il présentera annuellement à l'Assemblée générale à partir de la trente-troisième session."

19. A la 69ème séance, le 6 décembre, la Commission a rejeté le projet de résolution A/C.3/32/L.28 par 45 voix contre 29, avec 51 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République Dominicaine, Rwanda, Sénégal, Singapour, Souaziland, Suède, Surinam, Venezuela.

Ont voté contre : Algérie, Argentine, Bahreïn, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chili, Comores, Cuba, Emirats arabes unis, Ethiopie, Guinée, Guinée équatoriale, Hongrie, Indonésie, Irak, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Madagascar, Mongolie, Mozambique, Oman, Ouganda, Paraguay, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Soudan, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie,

Se sont abstenus : Afghanistan, Arabie Saoudite, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, El Salvador, Empire centrafricain, Fidji, France, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Inde, Iran, Israël, Liban, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Népal, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Zaïre.

D. Projet de résolution A/C.3/32/L.32

20. A la 53ème séance, le 22 novembre, le représentant du Chili a présenté un projet de résolution (A/C.3/32/L.32) qui était ainsi conçu :

"L'Assemblée générale,

Rappelant que les Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies prévoient que l'Organisation favorisera le respect universel des droits de l'homme et que les Etats Membres s'engagent, à cette fin, à agir conjointement ou séparément,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran en 1968 et les autres instruments de caractère universel ou régional qui consacrent les droits de l'homme et instituent des mécanismes visant à les protéger,

Prenant note de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV)], notamment en ce qui concerne l'obligation des Etats de coopérer pour assurer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

/...

Prenant note en outre, notamment des résolutions 2144 (XXI), 3136 (XXVIII) et 3221 (XXIX) de l'Assemblée générale, de la résolution 1164 (XLI) du Conseil économique et social et de la résolution 2 (XXII) de la Commission des droits de l'homme qui demandent un renforcement du système des Nations Unies visant à assurer le respect universel des droits de l'homme, sans distinction aucune et une définition des méthodes et moyens appropriés,

Considérant que, dans la résolution 3221 (XXIX), elle a décidé de solliciter les vues des Etats Membres, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales sur les différents moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que, dans la résolution 3451 (XXX), elle a prié le Secrétaire général de présenter une version à jour de son rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la question (documents A/10235, A/32/178 et A/32/179),

Ayant présente à l'esprit la résolution 1159 (XLI) du Conseil économique et social, le rapport du Groupe d'étude spécial chargé d'étudier la proposition tendant à créer des commissions régionales des droits de l'homme (E/CN.4/966 et Add.1) ainsi que les autres accords et documents qui se réfèrent aux activités et fonctions de ces commissions régionales,

Constatant que le seul système qui ait été établi pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales [résolution 1503 (XLVIII)] n'a pas entièrement atteint les objectifs pour lesquels il avait été créé,

Jugeant nécessaire de créer un système général, d'application universelle, permettant d'examiner efficacement les communications relatives aux violations des droits de l'homme dont on a des preuves dignes de foi,

1. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un groupe de 10 experts de probité reconnue et ayant prouvé leur connaissance des questions des droits de l'homme, dans lequel les différentes régions et les différents systèmes juridiques seraient représentés, en vue d'établir une étude visant à mettre sur pied un système d'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme;

2. Décide que, sans préjudice de son universalité, ce système devra tenir compte des caractéristiques de chaque région géographique et reconnaître le rôle essentiel et déterminant des organismes régionaux, éviter les chevauchements de compétences, instituer des mécanismes appropriés de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats faisant l'objet d'une enquête et offrir à ceux-ci les garanties nécessaires d'équité et de discrétion;

3. Demande que le Groupe d'experts présente son rapport au Conseil économique et social lors de sa soixante-sixième session pour information et pour examen ultérieur par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session, compte tenu des renseignements accumulés au cours de l'étude de cette question par l'Organisation des Nations Unies ainsi que des opinions exprimées récemment par les Etats Membres à ce sujet;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session, la question intitulée 'Autres moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales'."

21. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution A/C.3/32/L.32 a été présenté par le Secrétaire général (A/C.3/32/L.44) conformément à l'article 153 du règlement intérieur.

22. A la 69ème séance, le 6 décembre, la Commission a rejeté le projet de résolution A/C.3/32/L.32 par 50 voix contre 15, avec 65 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Espagne, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Singapour, Surinam, Uruguay.

Ont voté contre : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Hongrie, Irak, Jamaïque, Mexique, Mongolie, Mozambique, Niger, Oman, Ouganda, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Souaziland, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Brésil, Chypre, Comores, Côte d'Ivoire, Danemark, Empire centrafricain, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Grenade, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Zaïre.

### III. DECISION DE LA TROISIEME COMMISSION

23. La Commission décide de ne pas voter sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/32/L.25/Rev.1, étant entendu que ce projet de résolution et tous les documents qui lui sont reliés, dont la Troisième Commission a été saisie au cours de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, ainsi que les opinions émises au cours du débat sur ce projet, seront transmis à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les examine lors de sa trente-quatrième session, dans le cadre de l'analyse d'ensemble qu'elle devrait consacrer à la question des autres méthodes et moyens qui s'offrent pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

IV. RECOMMANDATION DE LA TROISIEME COMMISSION

24. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE  
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER  
LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES  
LIBERTES FONDAMENTALES

L'Assemblée générale,

Convaincue que l'obligation de tous les Etats de respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies est fondamentale pour la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et pour la réalisation de la pleine dignité et de la valeur de la personne humaine,

Consciente qu'il est du devoir des Nations Unies et de tous les Etats Membres de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Convaincue qu'une telle coopération devrait être basée sur une profonde compréhension de la variété des problèmes existant dans les différentes sociétés et sur le plein respect des réalités économiques, sociales et culturelles de ces sociétés,

Ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Reconnaissant les progrès accomplis par la communauté internationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier dans la définition de normes au sein du système des Nations Unies,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme 3/ et d'un grand nombre d'autres instruments internationaux importants dans le domaine des droits de l'homme,

Considérant que l'acceptation par les Etats Membres des obligations contenues dans ces instruments est un élément important pour la réalisation universelle et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques sont créées,

---

3/ Résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale, Annexe.



Profondément convaincue que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont intimement liés et indivisibles,

Reconnaissant que l'apartheid, toutes les formes de discrimination raciale, le colonialisme, la domination et l'occupation étrangères, l'agression et les menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que le refus de reconnaître les droits fondamentaux de tous les peuples à l'autodétermination et de toute nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles constituent des situations qui, par elles-mêmes, sont et engendrent des violations massives et flagrantes de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, des peuples aussi bien que des individus,

Gravement préoccupée par la persistance d'un ordre économique international injuste qui constitue un obstacle majeur à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en développement,

Considérant que l'approche du travail futur dans le domaine des droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir dûment compte des expériences et de la situation générale ainsi que des efforts faits par les pays en développement pour réaliser les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Considérant que le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait être marqué par une analyse globale des problèmes existant dans le domaine des droits de l'homme et par des efforts accrus afin de déterminer les solutions appropriées pour la promotion et la protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en tenant compte des expériences et des contributions de l'ensemble des pays, développés et en développement,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général à ce sujet 4/,

1. Décide que l'approche du travail futur sur les questions concernant les droits de l'homme, au sein du système des Nations Unies, devra tenir compte des concepts suivants :

a) Tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants; une attention égale et une considération urgente devront être accordées à la réalisation, la promotion et la protection tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels;

b) La jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels; les progrès durables dans la voie de l'application des droits de l'homme supposent une politique nationale

---

4/ A/10235, A/32/178 et A/32/179.

et internationale rationnelle et efficace de développement économique et social, ainsi que le reconnaît la Proclamation de Téhéran (1968) 5/;

c) Tous les droits de l'homme et libertés fondamentales de la personne humaine et des peuples sont inaliénables;

d) En conséquence, les questions relatives aux droits de l'homme devront être examinées de façon globale en tenant compte aussi bien du contexte d'ensemble des diverses réalités dans lequel elles s'inscrivent que de la nécessité de promouvoir la pleine dignité de la personne humaine et le développement et le bien-être de la société;

e) Dans l'approche des questions des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, la communauté internationale devra accorder ou continuer d'accorder une priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme des peuples et des personnes affectées par des situations telles que celles résultant de l'apartheid, de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, de l'agression et des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que du refus de reconnaître les droits fondamentaux des peuples à l'autodétermination et de chaque nation à l'exercice de sa pleine souveraineté sur ses richesses et ressources naturelles;

f) La réalisation du nouvel ordre économique international est un élément essentiel pour une promotion effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et une priorité doit également lui être accordée;

g) Il est d'une importance essentielle pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales que les Etats Membres s'engagent à des obligations spécifiques de par la ratification des instruments internationaux en ce domaine ou l'adhésion à ces instruments. En conséquence, l'activité de définition de normes dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et l'acceptation et l'application universelles d'instruments internationaux pertinents devraient être encouragées;

h) L'expérience et la contribution de l'ensemble des pays, développés et en développement, devront être prises en considération, par tous les organes du système des Nations Unies, dans leurs activités relatives aux droits de l'homme et libertés fondamentales;

## 2. Demande à la Commission des droits de l'homme :

a) De procéder à titre prioritaire, lors de sa trente-quatrième session, à l'analyse globale des autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales à la lumière des concepts établis dans la présente résolution;

b) De s'acquitter également du mandat établi par le Conseil économique et social dans sa résolution 1992 (XL) du 12 mai 1976 et par elle-même dans sa décision 4 (XXXIII) du 21 février 1977 à la lumière de la présente résolution;

c) De présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport avec ses conclusions et recommandations sur le travail accompli en accord avec les alinéas a) et b) ci-dessus; et de soumettre un rapport intérimaire à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil;

3. Demande au Secrétaire général de transmettre la présente résolution à tous les organes du système des Nations Unies et à toutes les institutions spécialisées concernées;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session le point intitulé : "Autres méthodes et moyens qui s'offrent au sein du système des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

-----